

Saint-Vulbas

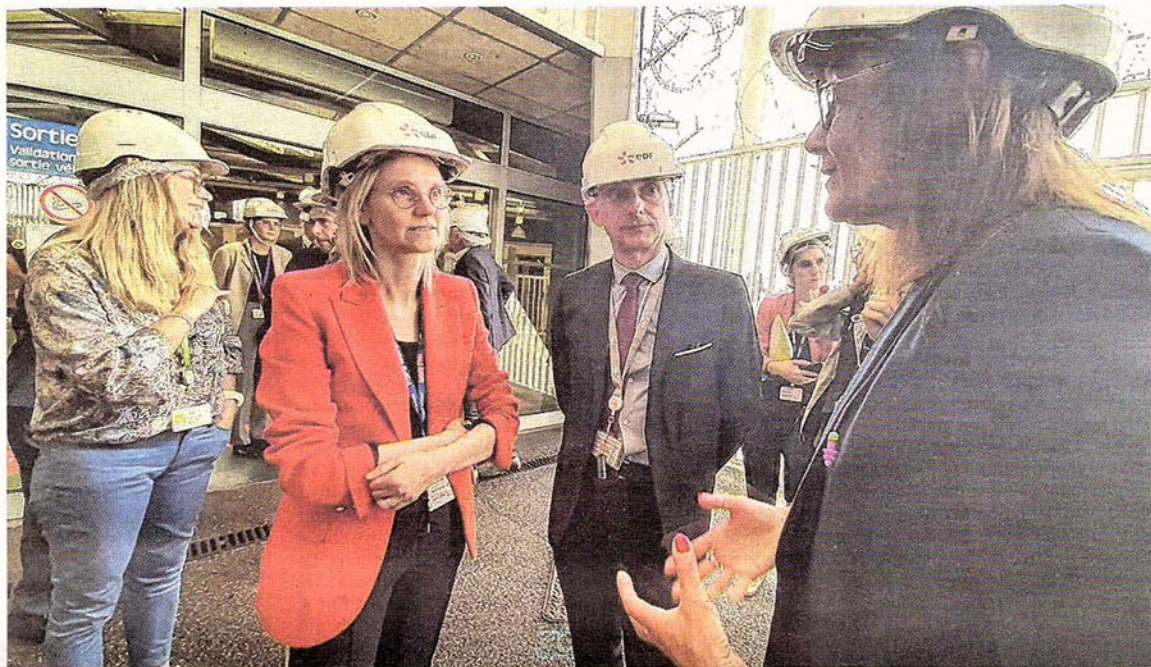
# Agnès Pannier-Runacher : « Nous renouons avec une épopée industrielle »

La ministre de la Transition énergétique était à la centrale nucléaire du Bugey, ce lundi. Le site va connaître un bond économique historique avec la décision d'implanter une centrale de nouvelle génération. Dans les années à venir, Loyettes et Saint-Vulbas vont être l'un des plus grands chantiers industriels d'Europe.

Le département de l'Ain et plus spécialement la plaine de l'Ain sont à la fête depuis une semaine et l'annonce du président Macron. Le troisième site retenu après Penly (Seine-Maritime) et Gravelines (Nord), pour accueillir une centrale nucléaire EPR (réacteur pressurisé européen) de nouvelle génération, dite EPR2, c'est le Bugey, et même plus spécialement Loyettes, à côté de Saint-Vulbas et la centrale actuelle. C'est pourquoi la centrale du Bugey a reçu, lundi 24 juillet, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher.

## Un pic de près de 8 000 emplois en 2029

Elle a été accueillie par la nouvelle directrice du site Elvire Charre et le personnel d'EDF, ainsi que des élus locaux et départementaux. La ministre a bien remarqué les sourires affichés sur tous les visages de ces élus qui mesurent la « chance inouïe », selon les mots de la ministre, pour l'activité industrielle de la région. Un rond-point plus loin, les antinucléaires ont, quant à eux, marqué ce jour funeste.



La ministre de la Transition énergétique visite la centrale nucléaire du Bugey. Photo S. Spadillero

L'attractivité économique de la plaine de l'Ain et son parc industriel de 190 entreprises doivent déjà tout à la centrale du Bugey, qui verse 71 millions d'euros (M€) de taxes, dont 36 M€ au territoire. L'implantation de deux réacteurs nouvelle génération, c'est une augmentation de l'emploi garantie, avec un pic « de 7 600 emplois en 2029 », a annoncé Xavier Ursat, directeur exécutif d'EDF. Le nucléaire en France, c'est 220 000 emplois qualifiés. « Nous aurons 25 % d'augmentation d'activité dans nos filières. » Des filières qui

donnent de la visibilité dans l'emploi « du CAP à l'ingénieur ».

Suivant le plan de développement présenté ce jour, le projet va connaître une phase de demandes d'autorisations jusqu'en septembre 2027, où l'on devrait voir les premiers travaux dits préparatoires. La construction de la nouvelle centrale en elle-même devrait commencer en 2033-2034, pour un début d'exploitation en 2041-2042. Près d'une vingtaine d'années pour un projet qui doit, selon la ministre, profiter de l'expérience des EPR en

construction à travers le monde. Les réacteurs EPR du Bugey seront les copies conformes de Penly et Gravelines, à l'exception de la source froide, c'est-à-dire ici le Rhône. Le directeur exécutif d'EDF l'a clairement exprimé, le maître mot « c'est de tenir les plannings et les coûts ».

## L'enjeu de l'eau

Le profil géologique, la préparation du terrain et son adéquation avec ce projet ont résolu le problème en faveur du Bugey. Xavier Ursat et Agnès Pannier-Runacher ont égale-

ment souligné le travail de préparation du territoire via le Schéma de cohérence territoriale. L'EPR2, c'est de l'emploi et « un enjeu de logement, d'aménagement du territoire, un enjeu environnemental ». « Un enjeu de l'eau à adosser immédiatement avec le territoire », dit Xavier Ursat. « Le nucléaire, c'est une énergie décarbonée, compétitive, la relance d'une filière stratégique » Selon ces décideurs, c'est une nouvelle page de l'histoire de l'énergie française qui s'écrit dans le Bugey.

● Serge Spadillero

## Deux idéologies irréconciliables

Emmanuel Macron a changé de direction en matière de nucléaire. Le PPE (Plan pluriannuel de l'énergie) prévoyait la fermeture de quatorze réacteurs d'ici 2040.

Désormais : « Nous les prolongeons, a rappelé la ministre, aussi longtemps que la sûreté nucléaire le permettra. » Pour ce gouvernement, atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050, c'est s'appuyer sur la sobriété énergétique, sur l'énergie décarbonée, le nucléaire et le renouvelable. Deux leviers pour faire face au « mur énergétique » qui attend notre pays. « Être écologiste, insiste la ministre, c'est défendre le recours à la technologie et à la sobriété. » Une idéologie inaudible pour SDN Bugey (Sortir du nucléaire), tout autant que pour Maxime Meyer et Albane Colin, élus régionaux Europe écologie



Sortir du nucléaire (SDN) Bugey manifeste inlassablement contre le nucléaire. Photo Serge Spadillero

Les Verts (EELV). Ces acteurs antinucléaires répètent que « l'énergie propre est un non-sens absolu, il n'est que de voir l'extraction de l'uranium au Niger. Il n'y a pas d'indépendance énergétique possible avec le nucléaire ». « On investit des milliards pour une technologie qui ne sera opérationnelle que dans quinze ans. Que fait-on dans l'interval-

le ? » « Un EPR, c'est l'équivalent de 1,6 million d'habitants en eau ! » Or, le débit du Rhône, qui refroidit la centrale, était en juillet « 40 % inférieur à ces dix dernières années ». Pour SDN Bugey, « le problème de fond, c'est l'obstination à poursuivre dans la voie du nucléaire », la « fausse bonne idée que c'est une solution au réchauffement climatique ».

## Souveraineté énergétique

C'est sur un site « symbolique du nucléaire français », que la ministre a réaffirmé la volonté de la France, de se défaire de sa dépendance aux énergies fossiles « Deux tiers de l'énergie consommée, l'essentiel du déficit de la balance commerciale, de l'envolée des prix que nous connaissons, des émissions de CO<sub>2</sub>. C'est une urgence d'en sortir tant pour le climat que pour notre souveraineté. » Pour elle, il ne faut pas « céder au diktat des émotions mais fonder notre politique sur la science et l'expertise ». Ses trois piliers : la sobriété – 40 à 50 % de baisse de consommation d'ici 2050 – qui va de pair avec l'accélération du renouvelable – « Nous n'avons jamais couvert autant d'énergie renouvelable dans notre pays, 5 gigawatts l'année dernière

», et bien sûr le développement de la filière nucléaire.

En matière d'énergie : « 95 % de la valeur ajoutée est faite en France et en Europe. Nous maîtrisons l'ensemble de la filière. Il faut s'astreindre à repartir de la science pour bâtir une politique énergétique. » Cette politique, c'est aussi « augmenter la productivité », avec les centrales existantes. Enfin, Agnès Pannier-Runacher n'imagine pas que la France, ce « grand pays du nucléaire », manque le train de la prochaine génération de réacteurs, les « petits réacteurs modulaires ». Une génération qui « ferme le cycle », c'est-à-dire qui rejoint le principe du renouvelable parce qu'elle ne crée pas de déchets mais au contraire « les réutilise *ad vitam* ».